

**DAHO OULD KABLIA :**

# «L'agrément des nouveaux partis se fera rapidement»

**De nouveaux partis politiques seront agréés sitôt la loi sur les partis votée par le Sénat et avalisée par le Conseil constitutionnel. Le ministre de l'Intérieur promet un processus rapide qui permettra aux nouvelles formations politiques de prendre part aux législatives.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)-** Le ministre de l'Intérieur a mis fin hier à la polémique entourant la possibilité ou pas des partis politiques nouvellement agréés de participer aux prochaines élections.

Daho Ould Kablia expliquait que la célérité avec laquelle seront agréés les partis dépendra de ces derniers.

En clair, il affirmait que «nous sommes dans l'obligation d'agréer rapidement ces partis après les annonces faites par le président de la République en Conseil des ministres. On ne prendra pas de retard dans l'étude des dossiers».

Ces partis auront-ils le temps de se préparer pour les prochaines échéances ? Oui, répond le ministre mais cela dépendra d'eux. Explications du ministre : tout dépendra des partis qui

déposeront leurs demandes. Si les dossiers sont complets et que l'administration n'est pas dans l'obligation de demander des compléments de documents, l'agrément se fera à temps. «Tout retard incombera aux concernés», dira Ould Kablia.

Le ministère de l'Intérieur aura à étudier une quinzaine de dossiers en attente. «Beaucoup de personnes ayant l'intention de créer des partis se sont finalement rétractées. Au final, nous aurons à étudier une quinzaine de dossiers puisque beaucoup, ayant vu qu'ils ne répondaient pas aux critères, se sont rétractés.»

Le président de la République avait donné le la dimanche en Conseil des ministres en affirmant que la tenue des élections législatives se fera «dans une pluralité sans précédent, avec la participation d'une classe politique qui



Daho Ould Kablia.

sera renforcée par de nouveaux partis et les facilitations que la loi a mis en place en faveur des candidats indépendants».

Le cap sur les prochaines élections est bel et bien donné. Le ministre de l'Intérieur affirme que tout l'arsenal juridique relatif aux

législatives sera prêt dans une quinzaine de jours. Le corps électoral sera convoqué dès la fin de la session d'automne du Parlement pour la tenue, au cours du printemps prochain, des élections législatives.

Des élections que Daho Ould

Kablia espère voir se dérouler en présence d'un maximum d'observateurs internationaux.

L'Algérie, dit-il, formulera des demandes auprès de l'Union européenne, l'Union africaine, l'Organisation des pays islamiques pour éloigner le spectre des doutes qui entachent chaque rendez-vous électoral. Des déclarations faites au lendemain d'un Conseil des ministres qui aura finalement mis un terme à la polémique sur l'agrément des partis et la tenue d'élections anticipées.

A plusieurs reprises, le ministre de l'Intérieur a eu à affirmer qu'aucun parti politique ne sera agréé avant la promulgation de la nouvelle loi sur les partis, laissant planer le doute sur la possibilité des partis nouvellement agréés de prendre part aux élections législatives. Ces déclarations contradictoires ont soulevé l'ire des partis en attente d'agrément. Il aura fallu l'intervention de Bouteflika pour que soient clairement connues les intentions du pouvoir.

N. I.

**ABDELAZIZ BELKHADEM :**

## «Il n'y aura pas de raz-de-marée islamiste»

**«Les islamistes, tous réunis, obtiendront entre 35 et 40% lors des prochaines législatives.» C'est ce que prévoit le secrétaire général du Front de libération nationale, Abdelaziz Belkhadem, qui situe ce taux dans la moyenne suggérée par les tout récents scrutins dans les pays arabes et musulmans.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir) -** Le chef du FLN, mais aussi ministre d'Etat représentant personnel du président de la République est catégorique : «Ceux qui prévoient un raz-de-marée islamiste en Algérie se trompent. Nous, ce raz-de-marée, nous l'avons déjà eu en 1991. Et contrairement à des pays comme la Tunisie ou l'Égypte où les islamistes ont toujours été dans l'opposition jusqu'à récemment, nous, les islamistes nous les avons dans l'opposition mais aussi dans le gouvernement.»

Pour Belkhadem, même l'émergence de nouvelles formations islamistes comme le nouveau parti de Abdellah Djaballah, de Abdelmadjid Menasra ou Mohamed Saïd ne changera pas la donne. Il l'a répété plus d'une fois, hier lundi, lors de la conférence de presse qu'il avait animée au siège du parti à Hydra au lendemain de la tenue de la session du comité central. Il faut dire que, de par sa position à l'intérieur du pouvoir, Belkhadem détient des informations de première main lui permettant de bâtir une stratégie électorale à bon escient.

Des sondages confidentiels faits par le pouvoir situent le vote islamiste potentiel dans cette fourchette effectivement. D'où, d'ailleurs, l'empressement de ce même pouvoir à vouloir faire agréer et même fortifier les nouveaux partis islamistes et les faire participer aux prochaines législatives. Cela permettrait au pouvoir d'émietter ce potentiel islamiste de sorte à ne jamais avoir affaire à un seul grand parti fondamentaliste en face. Aussi, le pouvoir qui se prépare activement aux élections ne laissera jamais les

choses se faire sans lui : à savoir se retrouver avec une Assemblée dont le contrôle lui échapperait, mise fort sur un parti comme le FLN. C'est ce qui explique l'assurance affichée par Belkhadem ces derniers temps.

«Nous n'avons aucune appréhension par rapport à ces élections», ne

cessait-il de répéter hier encore. L'homme dit même que son parti est prêt à affronter l'échéance législative à tout moment et quel qu'en soit l'adversaire. Comme nous l'annoncions par ailleurs, l'ex-parti unique mise sur pas moins de 144 sièges et la première position lors des prochaines élections. Il se permet même le luxe de narguer le MSP d'Aboudjerra Soltani. «Faire partie de l'Alliance est un choix librement consenti par chacun des partis la composant. Celui qui veut la quitter, qu'il la quitte» ! Cette même assurance dans le pro-

pos apparaît également lorsqu'il évoque le Mouvement des redresseurs, contrairement aux mois derniers où Belkhadem était très tendu. Davantage quand il était interrogé à propos des redresseurs. Aura-t-il obtenu des garanties ? Les jours à venir et l'accélération des événements permettront de mieux cerner la réalité de la crise qui a secoué le FLN depuis octobre 2010. Néanmoins, une chose est d'ores et déjà certaine : l'ambition présidentielle n'est plus de mise. A court terme du moins. «Je ne sais en quelle langue

je devrais vous le dire une bonne fois pour toutes : les présidentielles ne sont pas d'actualité. Elles n'interviendront qu'en 2014. Et il est naturel que chaque parti présente son propre chef pour cette élection. Celui qui préside le FLN, c'est le président Bouteflika. Les choses sont claires. En tout cas, mon candidat à moi, personnellement, c'est Abdelaziz Bouteflika, sauf s'il le refuse.» Cette mise au point n'est certainement pas destinée à la presse mais plutôt à qui de droit...

K. A.

**LES ÉLECTIONS DANS LES DÉLAIS ET AVEC LES NOUVEAUX PARTIS POLITIQUES**

## Bouteflika met fin au faux suspense

**Abdelaziz Bouteflika met officiellement fin aux nombreuses supputations entourant les prochaines législatives et le calendrier qu'il s'était fixé pour ses «réformes politiques». Aucune modification, ni de date mais aussi du contenu des textes de lois en cours d'adoption au niveau du Parlement n'est envisagée par le pouvoir. Pas de deuxième lecture donc et les nouveaux partis auront leur agrément avant les élections.**

C'est au cours de la réunion du Conseil des ministres, dimanche dernier, que Bouteflika s'est exprimé clairement sur ces questions : «Le gouvernement a été au rendez-vous en déposant sur le bureau du Parlement l'ensemble des projets de lois relatives à ces réformes. Le Parlement finalise quant à lui, en ce moment, souverainement, sa prise de décision sur ces projets de lois, dont celles revêtant un caractère organique feront l'objet d'avis du Conseil constitutionnel.»

Louisa Hanoune criait pourtant sur tous les toits que Bouteflika lui aurait promis de procéder à une deuxième lecture des lois en question ! Elle ignore peut-être que la machine du pouvoir est sans état d'âme quand il s'agit de

choses sérieuses. Pour preuve, Bouteflika «déboute» la même Louisa Hanoune sur une autre de ses revendications phares : une élection anticipée.

Le patron d'El Mouradia enchaîne en effet, selon le communiqué de la présidence, par cette décision : «Ce faisant, le corps électoral sera convoqué dès la fin de la session d'automne du Parlement pour la tenue, au cours du printemps prochain, des élections législatives, puis, comme je l'ai déjà annoncé en avril dernier, je soumettrai au Parlement le projet de révision de la Constitution dans le respect des dispositions énoncées par cette loi fondamentale.»

Les législatives se tiendront, autrement dit, dans les délais et avec la participation, désormais confirmée au plus haut niveau, des nouveaux partis comme ceux de Djaballah, Menasra, Mohamed Saïd, Amara Benyoune, Khaled Bounedjma, Aziz Bélaïd, etc. «En attendant, dira encore Bouteflika, je me réjouis de la prochaine tenue des élections législatives dans une pluralité sans précédent, avec la participation d'une classe politique qui sera renforcée par de nouveaux partis et les facilitations que la loi a mis en place en faveur des candidats indépendants».

Bouteflika parle ici du nouveau parti et fait certainement allusion aussi au FFS dont la par-

ticipation a été négociée, dans le plus grand secret, lors d'un séjour de Aït Ahmed à Alger en mai dernier.

Aussi, le communiqué de la présidence annonce que la préparation strictement matérielle des prochaines législatives est quasiment terminée. «Au plan matériel, 113 000 urnes transparentes sont en cours de production localement, alors que les sièges devant accueillir la Commission nationale de surveillance des élections et la Commission nationale de supervision des élections composées de magistrats ont déjà été aménagés.»

Tout comme «l'élaboration des textes réglementaires requis pour l'organisation des élections législatives a été entamée et ces textes seront disponibles dans les quelques jours qui suivront la convocation du corps électoral».

Sur un autre plan, la réunion marathon du Conseil des ministres de dimanche dernier qui a duré plus de huit heures sans interruption a été l'occasion, entre autres, de procéder à l'allégement de la procédure portant réglementation des marchés publics. Désormais, chaque ministère est autorisé à constituer une commission à son niveau, supervisée par le ministère des Finances, en vue d'attribuer des marchés. Manifestement, il s'agit là de faciliter les attributions de gré à gré.

K. A.